

Solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple et de la jeunesse burkinabé !

En octobre 2014, au Burkina Faso, Blaise Compaoré, au pouvoir depuis près de 30 ans a été chassé par un soulèvement populaire.

Les jeunes ont été très actifs dans cette insurrection. Aujourd'hui, tout comme les syndicalistes et l'ensemble des forces progressistes et révolutionnaires, ils ne veulent pas se laisser voler leur victoire. Ils continuent à lutter pour un changement véritable en faveur du peuple, que ne peut leur apporter le gouvernement de « transition » mis en place par l'Armée avec le soutien de la France et de quelques leaders politiques burkinabé qui s'étaient éloignés de Compaoré dans la dernière période. Ils réclament la dissolution du sinistre Régiment de sécurité présidentielle et des mandats d'arrêt contre l'ancien président et son frère soustraits à la justice de leur pays par l'Armée française qui les a aidés à s'enfuir... Ils exigent des mesures fortes et immédiates pour améliorer les conditions de vie de la population.

La « Coalition contre la vie chère » et la coordination syndicale regroupée autour de la CGT du Burkina, poursuivent d'intenses mobilisations. Même si les média en France n'en parlent presque jamais, de grandes grèves ont eu lieu dans plusieurs secteurs (Transports, brasseries...).

Non à l'ingérence de l'impérialisme français !

Le Burkina où sont implantées de nombreuses entreprises françaises sert de base arrière à l'armée française pour ses interventions dans la région. Pour arranger une transition qui préserve ses intérêts, la France a activé tous les leviers dont elle dispose sur place : son ambassadeur à Ouagadougou, qui se comporte comme un véritable gouverneur du temps des colonies, les forces du COS (Commandement des Opérations Spéciales françaises) qui y sont stationnées depuis 2010... L'UJR dénonce l'ingérence politique et économique de la France au Burkina Faso et réclame avec force le retrait des militaires français au Burkina.

Vive la solidarité internationale des peuples !

Les grands groupes industriels français qui saignent à blanc l'Afrique en complicité avec des dirigeants corrompus et dictatoriaux, sont ceux là mêmes qui exigent du gouvernement français une baisse drastique du « coût du travail » et des protections sociales. Les guerres en Afrique et au Moyen-Orient, le pillage des richesses d'autres peuples et les politiques d'austérité en France et en Europe qui rendent la vie de la jeunesse populaire de plus en plus difficile, font partie du même système...

En tant que jeunes révolutionnaires, internationalistes et anti-impérialistes nous sommes solidaires dans la lutte avec nos camarades de l'ODJ (Organisation démocratique de la Jeunesse) qui ont joué un rôle important dans les récents événements qui ont bousculé le Burkina.